

L'Adresse

multipliez 6,6 millions de Québécois par 548 \$, vous allez voir que le Québec reçoit beaucoup plus que Terre-Neuve. Il faut faire attention à notre façon d'utiliser les chiffres.

Pour ce qui de la péréquation, le Québec est une des provinces qui reçoit, actuellement, plus que d'autres. Il y a trois provinces qui, en fait, n'en reçoivent pas de la péréquation. Il y a l'Alberta, la Colombie-Britannique et aussi l'Ontario. Mais les autres en reçoivent parce que, justement, elles sont moins riches. C'est cela, la péréquation. C'est que les provinces riches paient pour les provinces qui sont plus pauvres. Il n'y a rien qui dit que dans 30 ans d'ici, ce ne sera pas Terre-Neuve, suite à une découverte extraordinaire, qui souscra davantage pour la Colombie-Britannique ou pour le Québec. Mais c'est cela, notre pays! C'est cela, la péréquation. Les provinces riches doivent contribuer pour aider les provinces plus pauvres. Il n'y a pas de quoi se rendre malheureux. C'est la base même de notre pays et de la péréquation.

Donc, monsieur le Président, c'est un discours du Trône qui est important et, je le répète, dans lequel il y a trois liens: l'unité; l'économie en termes de prospérité; et également l'efficacité dans la gestion des affaires gouvernementales. Ce sont trois choses essentielles et il faut, dans les 18 prochains mois, trouver une façon de résoudre la présente impasse constitutionnelle.

D'ici le mois de juillet, notre Comité Beaudoin-Edwards va soumettre son rapport à la Chambre des communes et il y aura d'autres commissions qui prendront place pour tenter justement de régler la question du Sénat, la question du partage des pouvoirs et le droit des autochtones.

Le président suppléant (M. DeBlois): Questions et observations pour une durée de cinq minutes. L'honorable député de Saint-Boniface.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai apprécié les commentaires de mon collègue avec lequel je siége sur le Comité Beaudoin-Edwards et avec lequel j'ai fait beaucoup de travail, et je compte en faire davantage dans les prochains jours.

Il a mentionné, si je l'ai bien compris, que l'unité canadienne a une dimension économique. Personnellement, je le crois. Sans «harmonie économique» à travers le pays, peut-on avoir l'unité? Je crois que non et mon collègue de mon parti qui a parlé il y a quelques moments vient de mentionner à peu près la même chose.

Mais la question que je veux poser et je ne le dis aucunement méchamment, c'est pourquoi est-ce que le gouvernement, par exemple, permettra peut-être à CP Rail de détourner ses trains à travers les États-Unis? Il me semble qu'il y a une perte d'emplois possible pour le Manitoba, la ville de Winnipeg, Brandon et d'autres provinces de l'Ouest. Le fait de permettre une telle décision, il me semble, empire la situation économique

et déchire davantage le pays, détruit les liens qu'on a déjà établis. C'est ma première question.

J'en viens à ma deuxième question. Il a parlé d'objectifs nationaux et j'ai beaucoup apprécié ses paroles, parce que je crois qu'on peut avoir des objectifs nationaux pourvu qu'on le fasse de façon coopérative. Ce n'est pas un niveau qui devrait s'imposer à l'autre, mais je crois qu'il faut travailler ensemble afin d'améliorer la situation économique, l'unité nationale, etc.

Est-ce qu'il croit qu'un nouveau fédéralisme se brancherait peut-être fondamentalement sur le principe de coopération?

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, tout d'abord, en réponse au premier commentaire ou à la première question formulée par mon collègue, je lui rappellerai que l'orientation de notre gouvernement depuis quelques années est d'ouvrir notre marché vers le monde.

Le Canada ne peut pas faire affaires uniquement dans son pays alors que 30 p. 100 de ce qu'il produit est exporté. Nos échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis sont de 200 milliards de dollars par année. Si je le ramène au niveau des provinces, en prenant l'exemple de l'Ontario, cette province exporte au Québec pour 21 milliards par année et le Québec exporte, lui, de son côté, en Ontario pour 17,9 milliards par année.

Alors, c'est dans ce contexte-là qu'autant nos sociétés d'État, quand on parle de politique nationale des transports, qu'il doit y avoir des ouvertures vers les pays extérieurs, dont entre autres notre partenaire immédiat, les États-Unis, et bientôt le Mexique, parce que nous travaillons actuellement sur un accord de libre-échange avec ce troisième pays.

En plus, il faut bien se rappeler qu'à compter du mois de décembre prochain, nous devons faire face à l'Europe économique des douze, ces douze pays de l'Europe qui vont être unis ensemble sur le plan économique. Alors, nous aurons à faire face à une compétition internationale.

Cela explique aussi pourquoi, lorsqu'on parlait tout à l'heure d'objectifs nationaux en matière d'éducation, il est important que le Canada, au plan technologique, améliore sa présente situation. En termes de connaissances technologiques, nous ne performons pas suffisamment présentement, et il y a place à amélioration. Et du côté de l'éducation, bien sûr, qu'il y a un lien direct avec tout cela.

D'autre part, quel sera le résultat de la prochaine conférence constitutionnelle? Quels seront les pouvoirs que le Québec aura? Est-ce que ce sera complètement changé? Il est trop tôt pour le prédire; personne ne le sait encore, sauf qu'il est clair qu'il faut que le fédéralisme soit changé et soit renouvelé. J'appréciais hier de voir, justement, votre chef, M. Chrétien, qui disait que le